

Sommaire des enquêtes lancées sur le Forum Réseau INTERLOCAL

Novembre 2008 - Janvier 2009

Compétence Droit / Finances / Marchés Publics



Le Réseau Interlocal a pour vocation de vous permettre de trouver des réponses à vos interrogations, d'identifier les pratiques les plus innovantes, de confronter vos expériences.

La force du Réseau Interlocal repose sur une dynamique entre l'intérêt de chacun et la réciprocité des échanges.

Certaines questions sont restées sans réponse ou nécessitent un complément d'information. Nous vous proposons donc de diffuser dans vos services les enquêtes lancées sur le Forum du Réseau Interlocal concernant les thématiques Droit / Finances / Marchés Publics.

Le Réseau Interlocal propose également une Bibliothèque en ligne, alimentée par l'animateur et les utilisateurs, que vous êtes invités à enrichir.

SOMMAIRE

DROIT / FINANCES/ MARCHES PUBLICS

DROIT

FINANCE

MARCHE PUBLIC

Contact : Réseau IDEAL – Edouard PACHERIE
Tél : 01 45 15 50.43 - E-mail : e.pacherie@reseau-ideal.asso.fr

DROIT / FINANCES / MARCHES PUBLICS

Le : 23/01/2009

Titre : **Accord-cadre PAO**

Notre Conseil Général, par l'intermédiaire de sa Direction de la Communication, envisage de passer un accord-cadre pour la PAO. Auriez-vous déjà mis en ce genre de procédure pour ce type de prestation? Merci par avance pour votre aide.

Nombre de réponses : 4

[Consulter/Répondre](#)

Le : 20/01/2009

Titre : **Accord-cadre imprimerie**

Je suis à la recherche d'un modèle d'accord-cadre d'imprimerie et de reprographie.

Merci pour votre aide.

Nombre de réponses : 4

[Consulter/Répondre](#)

Le : 20/01/2009

Titre : **Population et budget des Départements - Enquête de synthèse URGENT**

Nous vous invitons à répondre à l'enquête vers laquelle ce lien renvoie. Cette question a été posée par la Manche sur le Réseau Interlocal il y a quelques semaines, et il nous a semblé utile de lui donner une dimension plus importante en la transposant dans un outil d'enquête propre.

Vous pouvez retrouver cette enquête à cette adresse :

<http://www.polldaddy.com/s/ECC3B57E35EC63FE/>

Nous mettrons en ligne la synthèse de cette enquête, de façon à ce que chaque Conseil Général puisse avoir un regard sur sa situation et sur celle de ses homologues. Je vous remercie par avance des quelques minutes que vous consacrerez à répondre.

[Consulter/Répondre](#)

Le : 13/01/2009

Titre : **CARTE ACHAT**

En 2009, notre collectivité relance le principe de la carte achats. Après plusieurs réunions, voila les principales questions en suspens :

Quelles autorisations (arrêté- ou autre) faut-il demander? Location de terminal bancaire pour tout le réseau des fournisseurs? Quels types d'achats sont concernés -marché -hors marché? Quel pourcentage en achats de proximité? Depuis combien de temps utilisez-vous la carte achats? Avantages-inconvénients

Je suis preneur de toute documentation

Nombre de réponses : 2

[Consulter/Répondre](#)

Le : 12/01/2009

Titre : **Réponse ministérielle n° 12718**

Le 15 avril 2008, la réponse ministérielle n° 12718 rappelait l'obligation qui est faite aux acheteurs publics de déterminer avec précision la nature et l'étendue de leurs besoins.

Dans ce sens, le recours au catalogue du fournisseur pour les marchés à bons de commande ne peut plus être envisagé. Notre Conseil général souhaite recevoir les retours d'expériences réalisés afin de contourner cette difficulté : bordereaux des prix fastidieux avec le risque en cas d'incomplétude de ne pas pouvoir retenir l'offre ?

Référence au catalogue de façon marginale, mais dans quelle proportion ?

Mise en oeuvre d'accord- cadre mono-attributaire ? Bordereaux de prix initiaux complétés par avenant pour l'intégration de nouveau(x) prix ? Autre solution...

Merci par avance de vos réponses.

Nombre de réponses : 1

[Consulter/Répondre](#)

Le : 09/01/2009

Titre : **Enfants victimes de violence - encaissement des chèques**

Vous voudrez bien nous faire connaître votre procédure d'encaissement des chèques venant généralement d'un fonds de garantie (CIVI par exemple), ces chèques représentent une indemnisation perçue par les enfants victimes de violences. Le Département étant administrateur ad'hoc de ces enfants et les chèques sont libellés au nom de ces enfants. Jusqu'à présent ces chèques étaient encaissés par la Caisse Nationale de Prévoyance avec un contrat établi entre le département et la CNP et les fonds étaient tenus à la disposition du jeune dès sa majorité.

Suite à une nouvelle réglementation du droit bancaire, la CNP ne peut encaisser que les chèques libellés à son ordre et suggère que le département encaisse d'abord le chèque puis fasse un virement référencé à la CNP. A cela la paierie départementale répond que pour accepter le chèque des enfants, il doit être établi à l'ordre du trésor public et non au nom de l'enfant.

Nombre de réponses : 1

[Consulter/Répondre](#)

Le : 08/01/2009

Titre : **valeur juridique du mail**

J'aimerais avoir des avis de juristes sur la valeur juridique du courrier électronique. Un e-mail envoyé à une entreprise (avec accusé de réception le cas échéant) par exemple pour lui envoyer un dossier de consultation des entreprises; a-t-il la même valeur juridique qu'un courrier recommandé avec accusé de réception ?

Y'a -til eu récemment des dispositions législatives visant à octroyer au courrier électronique la même valeur qu'un courrier papier ?

Nombre de réponses : 3

[Consulter/Répondre](#)

Le : 23/12/2008

Titre : **Préservation de l'anonymat**

Chargée de projet au Service Marchés publics, je rédige actuellement un dossier de consultation concernant des prestations d'huissiers et plus particulièrement pour la préservation de l'anonymat. Aussi, pourriez-vous me communiquer des modèles de dossiers de consultation de même nature.

Nombre de réponses : 1

[Consulter/Répondre](#)

Le : 16/12/2008

Titre : **Ouverture d'un "compte logé"**

Récemment, l'autorité territoriale de notre Département a attribué le marché d'acquisition de titres de transports pour le personnel départemental et les élus à une agence de voyages locale ; cette dernière a proposé à la collectivité d'ouvrir un " compte logé " auprès d'un organisme tiers.

Cette modalité technique d'exécution du marché consisterait à rémunérer non plus le titulaire du marché mais un organisme tiers : les créances de l'agence de voyages seraient transférées à l'organisme tiers.

Le principal avantage pour la collectivité serait de bénéficier d'un délai global de paiement beaucoup plus long que celui prévu par la comptabilité publique.

Aussi, nous souhaiterions savoir si une collectivité territoriale a déjà mis en place un tel dispositif et, si oui, quelles ont été les difficultés rencontrées lors de cette mise en place (obstruction du Payeur, signature d'un nouveau marché ou d'un avenant, etc.

Nombre de réponses : 3

[Consulter/Répondre](#)

Le : 16/12/2008

Titre : **marché public pour un évènement sportif ?**

J'aimerais savoir quel est la nature d'un contrat qui régit les obligations réciproques entre une ville et une société /association organisatrice d'un évènement sportif (exemple: tour de france, Paris-Nice, etc.).

Quel est par exemple le contrat entre une ville étape et la société qui organise le tour de france ? S'agit-il d'un marché public ? S'il s'agit d'un marché public, comment justifier l'absence de mise en concurrence, l'article 35 II 8 peut-il correspondre à cette situation ?

J'aimerais avoir des témoignages de personnes qui ont eu à contracter avec des sociétés organisatrices d'évènements sportifs. Merci d'avance

Nombre de réponses : 1

[Consulter/Répondre](#)

Le : 11/12/2008

Titre : **question de procédure sur un marché négocié Article 35-I-1°**

Je suis dans le cas d'un Appel d'offres infructueux pour absence d'offres, suivi d'un marché négocié sans publicité préalable. Le cas de figure est assez particulier : le candidat que l'on a invité à remettre une offre, a effectivement remis une offre, celle-ci ayant ensuite fait l'objet de négociations, mais il n'a pas remis de seconde offre à la suite des négociations.

Peut-on considérer qu'il maintient sa première offre (celle avant négociation) ou doit-on assimiler cela à une absence d'offre de sa part ? Deux candidats ont été consultés, et un seul présente ce cas de figure, l'autre ayant remis une offre à chaque fois (avant/après négociation). Est-ce que l'on rompt l'égalité de traitement des candidats si l'on prend en compte la première offre du candidat en question ?

Nombre de réponses : 2

[Consulter/Répondre](#)

Le : 10/12/2008

Titre : **papier environnemental**

Bonjour, merci de me communiquer les critères "environnementaux" que vous avez retenus pour le jugement des offres en matière de papier repro.

Nombre de réponses : 7

[Consulter/Répondre](#)

Le : 25/11/2008

Titre : **Indice INSEE services rendus aux entreprises (NAF 74). Marché public révision du prix**

Quelqu'un aurait-il en sa possession l'indice INSEE édité entre le 05 juillet 2008 et le 12 septembre 2008 ? L'édition actuelle via le site de l'INSEE ne permet pas de savoir quel est celui à appliquer précisément et doit être joint à la révision du marché public.

Nombre de réponses : 1

[Consulter/Répondre](#)

Le : 25/11/2008

Titre : **Convention de services comptable et financier avec le Trésor Public**

Je souhaiterais demander, aux Conseils généraux qui ont signé une convention de services comptable et financier avec le Trésor Public, quelle a été la méthodologie mise en place avec les services comptables préalablement à la signature de la convention et sur quel calendrier de réalisation.

Nombre de réponses : 4

[Consulter/Répondre](#)

Le : 21/11/2008

Titre : **marché traitement phytosanitaire**

Je recherche des modèles de marché pluriannuel de traitement phytosanitaires pour un réseau à 2x2 voies, incluant des clauses environnementales (réduction de la quantité de produits, sélection des produits).

Nombre de réponses : 1

[Consulter/Répondre](#)

Le : 20/11/2008

Titre : **Comptabilisation des frais de perception de la taxe sur l'électricité**

Selon l'article R2333-8 du CGCT, un gestionnaire de réseau de distribution ou un fournisseur reverse le montant de la taxe sur l'électricité dans la proportion des sommes effectivement payées. Le taux du prélèvement pour frais de perception à son profit est égal à 2 % du produit de la taxe reversée.

Laquelle des deux écritures suivantes utilisez-vous dans votre collectivité ?

A - à l'article 7351 : inscription du montant de la taxe diminuée des frais de perception,

B - à l'article 7351 : inscription du montant total de la taxe perçue et à l'article 62878

(Frais de remboursement à des tiers) inscription des frais de perception.

Pouvez-vous justifier votre choix ?

Nombre de réponses : 4

[Consulter/Répondre](#)

Le : 19/11/2008

Titre : **marché séjour de vacances**

Avez-vous passé des marchés pour les séjours de vacances (colonies) concernant les enfants confiés ? Le cas échéant, pourriez-vous m'en adresser un exemplaire.

Nombre de réponses : 7

[Consulter/Répondre](#)

Le : 18/11/2008

Titre : **Document technique sur construction voie ferroviaire**

Bonjour, je suis à la recherche de document technique de construction de voie ferroviaire. Les documents que je cherche sont du type cctp bordereau, fiche technique de construction, directives techniques.

Nombre de réponses : 2

[Consulter/Répondre](#)

Le : 14/11/2008

Titre : **Contrats d'assurances**

Utilisez-vous, pour la gestion de vos contrats d'assurances (avenants, listings des biens, suivi de la prime...) et de vos sinistres, un logiciel de gestion ? Si oui, lequel et quelles sont ses fonctions principales ? Par avance merci de vos réponses.

Nombre de réponses : 6

[Consulter/Répondre](#)

Le : 12/11/2008

Titre : **Modèles CCTP et CCAP pour appel d'offre, services transports**

- Recherche modèles de CCTP pour lancer un appel d'offre sur les services de transports à la demande (lignes virtuelles) notamment pour les personnes à mobilité réduite.

- Recherche des modèles de CCTP et CCAP pour un appel d'offre concernant le contrôle des lignes régulières et scolaires.

Nombre de réponses : 4

[Consulter/Répondre](#)

Le : 04/11/2008

Titre : **Dossier de consultation pour achat de véhicules de tourisme électriques**

Notre Département envisage de lancer une consultation pour l'achat de 2 ou 3 véhicules de tourisme électriques. Si vous avez ce type de dossiers de consultation (DCE) dans votre collectivité, je vous remercie de me les faire parvenir en pièces jointes.

Nombre de réponses : 9

[Consulter/Répondre](#)

Le : 04/11/2008

Titre : **Marché de matériel électroménager.**

Le Conseil Général souhaite mettre en place un marché pour l'acquisition de matériel électroménager (domestique et professionnel en lots séparés). Après consultation et relance, il n'y a que très peu de demandes de DCE. Avez-vous mis en place un marché similaire dans votre collectivité ? Si oui, avez-vous rencontré des difficultés particulières : nombre de candidats, offres... ? Merci pour vos informations

Nombre de réponses : 9

[Consulter/Répondre](#)

DROIT

Le : 30/01/2009

Titre : **Subventions aux associations sportives - Fonds d'animation locale**

Dans vos collectivités respectives existe t-il des fonds spécifiques destinés à soutenir l'animation locale proposée par les associations implantées dans les différentes communes des cantons du département? Si oui, merci de nous indiquer la procédure d'attribution de ces crédits ? Le conseiller général du canton peut il proposer librement une affectation des crédits qui lui sont alloués dans ce cadre ?

Nombre de réponses : 3

[Consulter/Répondre](#)

Le : 08/01/2009

Titre : **Valeur juridique du mail**

J'aimerais avoir des avis de juristes sur la valeur juridique du courrier électronique. Un e-mail envoyé à une entreprise (avec accusé de réception le cas échéant) par exemple pour lui envoyer un dossier de consultation des entreprises; a-t-il la même valeur juridique qu'un courrier recommandé avec accusé de réception ? Y'a -til eu récemment des dispositions législatives visant à octroyer au courrier électronique la même valeur qu'un courrier papier ?

Nombre de réponses : 3

[Consulter/Répondre](#)

Le : 17/12/2008

Titre : **Mise à disposition action sociale et restauration collective**

Avez-vous des agents mis à disposition d'association en matière de restauration collective et d'action sociale pour le personnel? Si oui comptez-vous y renoncer car le service juridique du CG a conclu que ce ne serait plus possible à partir de juillet 2010
Merci d'avance pour vos réponses

Nombre de réponses : 2

[Consulter/Répondre](#)

Le : 16/12/2008

Titre : **marché public pour un évènement sportif ?**

Bonjour, j'aimerais savoir quel est la nature d'un contrat qui régit les obligations réciproques entre une ville et une société /association organisatrice d'un évènement sportif (exemple: tour de france, Paris-Nice, etc.). Quel est par exemple le contrat entre une ville étape et la société qui organise le tour de france ? S'agit-il d'un marché public ? S'il s'agit d'un marché public, comment justifier l'absence de mise en concurrence, l'article 35 II 8° peut-il correspondre à cette situation ? J'aimerais avoir des témoignages de personnes qui ont eu à contracter avec des sociétés organisatrices d'évènements sportifs. Merci d'avance

Nombre de réponses : 1

[Consulter/Répondre](#)

Le : 05/12/2008

Titre : **Télé@ctes**

Notre Département, au sein de son service de la Gestion patrimoniale, rédige des "actes en la forme administrative" dans le cadre de ses opérations foncières de voirie et bâtiments entrant dans son patrimoine (acquisitions/ventes).

Comment gérez-vous l'arrivée du logiciel Télé@actes?

Quelles sont les démarches entreprises pour permettre à la collectivité de se doter d'un tel outil en principe exclusivement réservé à l'usage des notaires ?

Qu'en est-il de l'échéance annoncée (2013) de la fin des dépôts support papier.

Nombre de réponses : 3

[Consulter/Répondre](#)

Le : 18/11/2008

Titre : **Caténaires**

Des caténaires sont accrochées sur un ouvrage d'art qui appartenait initialement à l'Etat (avec comme unique document une autorisation délivrée par la DDE). Cet ouvrage a été rétrocédé au CG et nous devons effectuer des réparations nécessitant des interventions sur les caténaires.

RFF nous annonce que les travaux et prestations annexes seront à notre charge financièrement avec maîtrise d'oeuvre RFF (après passation d'une convention).

RFF affirme qu'il existe une jurisprudence spécifiant cette prise en charge (sans être capable de nous apporter les références).

Si vous en avez connaissance merci de faire passer l'info après de notre correspondant.

Nombre de réponses : 3

[Consulter/Répondre](#)

Le : 14/11/2008

Titre : **Mise en concurrence des titres d'occupation du domaine départemental pour l'exercice d'activités commerciales**

Notre Conseil Général vient de monter un groupe de travail en vue d'établir une procédure de gestion des demandes d'occupation temporaire du domaine (public et privé) pour l'exercice d'activités commerciales saisonnières notamment au bord des routes départementales. Au-delà de la réglementation générale applicable, avez-vous des expériences de mise en place de ce type d'outil ? En particulier avez-vous élaboré une procédure de mise en concurrence en vue de la sélection des demandes ?

Nombre de réponses : 4

[Consulter/Répondre](#)

FINANCE

Le : 30/01/2009

Titre : **Subventions aux associations sportives - Fonds d'animation locale**

Cette question a été posée sur le Réseau Sport, nous pensons qu'elle peut intéresser les utilisateurs du Réseau Interlocal. Dans vos collectivités respectives existe t-il des fonds spécifiques destinés à soutenir l'animation locale proposée par les associations implantées dans les différentes communes des cantons du département? Si oui, merci de nous indiquer la procédure d'attribution de ces crédits ? Le conseiller général du canton peut il proposer librement une affectation des crédits qui lui sont alloués dans ce cadre ? Merci par avance pour vos contributions

Nombre de réponses : 3

[Consulter/Répondre](#)

Le : 28/11/2008

Titre : **Observatoire fiscal.**

Notre Département a le projet de mettre en place prochainement un observatoire fiscal pour optimiser ses ressources fiscales et affiner ses prévisions budgétaires. Nous souhaiterions connaître les expériences des autres départements ayant déjà monté un tel projet.

- 1) Quel est le nombre d'habitants de votre département ?
- 2) Quel est votre budget global ?
- 3) Que représente la fiscalité dans ce budget ? Dans les recettes réelles de fonctionnement ?
- 4) Quelles ont été les étapes de la mise en place de votre observatoire fiscal ?
- 5) Quelles sont ses missions ?
- 6) Possédez-vous un progiciel d'analyse et de stratégie fiscale ?
- 7) Si oui, comment et à quelle fréquence l'utilisez-vous ?
- 8) Quel bilan tirez-vous de la mise en place d'un observatoire fiscal ?
- 9) Auriez-vous un contact que nous pourrions joindre pour toute question supplémentaire ?

Nombre de réponses : 5

[Consulter/Répondre](#)

Le : 26/11/2008

Titre : **encaissement des recettes des régies par carte bancaire**

Notre Conseil Général étudie la question de l'encaissement des recettes des régies auprès des usagers par Carte Bancaire.

Avez-vous mis en place ce type d'outils (TPE physique accueil, TPE internet, telephone) ? Dans quels domaines (musées, laboratoire, transports scolaires..) ?

Quels sont ces outils ? Sont-ils interfacés avec vos logiciels de comptabilité ?

Quel est votre avis sur l'opportunité de cette modernisation pour une collectivité, votre retour d'expérience ? Avez-vous une mesure du ROI sur des petites régies ?

Nombre de réponses : 5

[Consulter/Répondre](#)

Le : 20/11/2008

Titre : **Taxe professionnelle - exonération facultative des sous traitants industriels**

RAPPEL - La base d'imposition à la taxe professionnelle est constituée de deux éléments principaux :

- la valeur locative des immobilisations corporelles. Cela comprend d'une part, la valeur locative des biens passibles de taxe foncière, et d'autre part, la valeur locative des équipements et biens mobiliers.

- une fraction des recettes pour les titulaires de revenus non commerciaux, les agents d'affaires et les intermédiaires de commerce qui emploient moins de 5 salariés.

Depuis 2006, les collectivités territoriales peuvent, par délibération prise avant le 1er octobre d'une année pour être applicable au 1er janvier de l'année qui suit, exonérer de taxe professionnelle les outillages utilisés par un sous-traitant industriel qui n'en est ni propriétaire, ni locataire, ni sous-locataire et imposés à son nom.

Est-ce que votre collectivité a pris une délibération dans ce sens ?? Si oui, avez-vous pu estimer le montant des pertes engendrées par cette exonération ?

Nombre de réponses : 6

[Consulter/Répondre](#)

Le : 14/11/2008

Titre : **Logiciels Grand Angle et Astre Subventions**

Le Conseil Général est en cours de renouvellement de notre logiciel de gestion financière et nous sommes à la recherche de collectivités disposant à la fois des logiciels Grand Angle et Astre Subventions. Pourriez-vous s'il vous plaît nous indiquer si c'est le cas chez vous ? Merci.

Nombre de réponses : 7

[Consulter/Répondre](#)

Le : 06/11/2008

Titre : **Mission d'expertise financière sur des associations d'aide à domicile**

Je recherche un modèle de cahier des charges pour confier à un bureau d'étude une mission d'expertise financière sur des associations d'aide à domicile (analyse des coûts, impact des conventions collectives, recherches d'économies, pistes d'amélioration ,prospective sur tarification) avez vous commandité une telle étude ? Si oui pouvez vous me transmettre rapidement votre cahier des charges. Merci d'avance.

Nombre de réponses : 3

[Consulter/Répondre](#)

MARCHE PUBLIC

Le : 30/01/2009

Titre : **MAPA REALISATION DE PRESTATIONS PHOTOGRAPGIQUES**

Notre Conseil Général souhaite passer un MAPA "Réalisation de prestations photographiques" avec lots.

Quelqu'un aurait-il déjà passé ce type de marché.

Nombre de réponses : 3

[Consulter/Répondre](#)

Le : 23/01/2009

Titre : **Accord-cadre PAO**

Notre Conseil Général, par l'intermédiaire de sa Direction de la Communication, envisage de passer un accord-cadre pour la PAO. Auriez-vous déjà mis en ce genre de procédure pour ce type de prestation? Merci par avance pour votre aide.

Nombre de réponses : 4

[Consulter/Répondre](#)

Le : 19/01/2009

Titre : **Dossier de consultation de travaux topographiques**

Notre Conseil Général souhaite établir une consultation d'entreprises spécialisées pour réaliser des "travaux de prestations intellectuelles" relatifs à des travaux de topographie et de contrôles externes des VRD. Nous sommes à la recherche d'exemples de consultation (cahier des charges, bordereau des prix et détail estimatif) relatifs à ce genre de prestation. Cette consultation a pour but d'implanter un projet sur le terrain (polygonales de précision et implantation des axes) et de fournir au maître d'oeuvre (CG79) des éléments objectifs d'appréciation pour accepter ou refuser la réception des ouvrages exécutés (levés par lignes directrices type axes, bord de chaussées, fond de fossées ou par profil en travers).

Nombre de réponses : 4

[Consulter/Répondre](#)

Le : 12/01/2009

Titre : **Réponse ministérielle n° 12718**

Le 15 avril 2008, la réponse ministérielle n°12718 rappelait l'obligation qui est faite aux acheteurs publics de déterminer avec précision la nature et l'étendue de leurs besoins.

Dans ce sens, le recours au catalogue du fournisseur pour les marchés à bons de commande ne peut plus être envisagé.

Le Conseil général souhaite recevoir les retours d'expériences initiées afin de contourner cette difficulté :

- Bordereaux des prix fastidieux avec le risque en cas d'incomplétude de ne pas pouvoir retenir l'offre ?
- Référence au catalogue de façon marginale, mais dans quelle proportion ?
- Mise en oeuvre d'accord- cadre mono-attributaire ?
- Bordereaux de prix initiaux complétés par avenant pour l'intégration de nouveau(x) prix ?
- Autre solution...

Nombre de réponses : 2

[Consulter/Répondre](#)

Le : 08/01/2009

Titre : **Marché relatif aux envois postaux**

La loi du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales et à la création de l'ARCEP a instauré un cadre de concurrence sur le marché des envois de correspondance, lorsque ceux-ci sont supérieurs à 50g.

Avez-vous procédé à une mise en concurrence en ce domaine ?

Comment avez vous évalué vos besoins ? Lettres > 50g, colis >50g jusqu'à 30kg par quels types d'envoi :(envoi en colissimo- fréquence affaire), recommandés, achat d'emballages prépayés ?

Quelle procédure avez-vous mis en place ?

Quels critères avez-vous retenus ?

Concernant les colis et les envois en express ou recommandés, avez-vous exigé qu'en l'absence du destinataire, les colis et envois express ou recommandés soient tenus à la disposition de celui-ci dans un endroit proche du domicile ?

Modèle de DCE (RC, AE et cahier des charges) si possible.

Nombre de réponses : 9

[Consulter/Répondre](#)

Le : 23/12/2008

Titre : **Préservation de l'anonymat**

Chargée de projet au Service Marchés publics, je rédige actuellement un dossier de consultation concernant des prestations d'huissiers et plus particulièrement pour la préservation de l'anonymat.

Aussi, pourriez-vous me communiquer des modèles de dossiers de consultation de même nature. Vous en remerciant par avance

Nombre de réponses : 1

[Consulter/Répondre](#)

Le : 16/12/2008

Titre : **marché public pour un évènement sportif ?**

J'aimerais savoir quel est la nature d'un contrat qui régit les obligations réciproques entre une ville et une société /association organisatrice d'un évènement sportif (exemple: tour de france, Paris-Nice, etc.). Quel est par exemple le contrat entre une ville étape et la société qui organise le tour de France ? S'agit-il d'un marché public ? S'il s'agit d'un marché public, comment justifier l'absence de mise en concurrence, l'article 35 II 8° peut-il correspondre à cette situation ? J'aimerais avoir des témoignages de personnes qui ont eu à contracter avec des sociétés organisatrices d'évènements sportifs.

Nombre de réponses : 1

[Consulter/Répondre](#)

Le : 16/12/2008

Titre : **Flotte Telephonie mobile - Cahier des Charges de MAPA**

Bonjour quelqu'un peut-il me communiquer en urgence un modèle de cahier des charges pour un MAPA concernant les services de téléphonie mobile d'un CG (à bons de commande avec maxi à 80 000)

Nombre de réponses : 3

[Consulter/Répondre](#)

Le : 02/12/2008

Titre : **Marché de mobilier éco-conçu**

Je souhaiterais savoir si un CG a déjà mis en oeuvre l'achat de mobilier éco-conçu et si oui, s'il est possible de récupérer un modèle de RC et CCP.

Egalement, en pratique, un retour d'expérience sur l'exécution du marché (prix pratiqués, délais de livraison etc.) me serait utile également.

Nombre de réponses : 4

[Consulter/Répondre](#)

Le : 21/11/2008

Titre : **marché traitement phytosanitaire**

Je recherche des modèles de marché pluriannuel de traitement phytosanitaires pour un réseau à 2x2 voies, incluant des clauses environnementales (réduction de la quantité de produits, sélection des produits).

Nombre de réponses : 1

[Consulter/Répondre](#)

Le : 18/11/2008

Titre : **Document technique sur construction voie ferroviaire**

Je suis à la recherche de document technique de construction de voie ferroviaire. Les documents que je cherche sont du type cctp bordereau, fiche technique de construction, directives techniques.

Nombre de réponses : 2

[Consulter/Répondre](#)

Le : 14/11/2008

Titre : **Contrats d'assurances**

Utilisez-vous, pour la gestion de vos contrats d'assurances (avenants, listings des biens, suivi de la prime...) et de vos sinistres, un logiciel de gestion ? Si oui, lequel et quelles sont ses fonctions principales ? Par avance merci de vos réponses.

Nombre de réponses : 6

[Consulter/Répondre](#)

Le : 12/11/2008

Titre : **Modèles CCTP et CCAP pour appel d'offre, services transports**

- Recherche modèles de CCTP pour lancer un appel d'offre sur les services de transports à la demande (lignes virtuelles) notamment pour les personnes à mobilité réduite.

- Recherche des modèles de CCTP et CCAP pour un appel d'offre concernant le contrôle des lignes régulières et scolaires.

Nombre de réponses : 4

[Consulter/Répondre](#)

Le : 04/11/2008

Titre : **Marché de matériel électroménager.**

Notre Conseil Général souhaite mettre en place un marché pour l'acquisition de matériel électroménager (domestique et professionnel en lots séparés).

Après consultation et relance, il n'y a que très peu de demandes de DCE.

Avez-vous mis en place un marché similaire dans votre collectivité ? Si oui, avez-vous rencontré des difficultés particulières : nombre de candidats, offres... ?

Nombre de réponses : 9

[Consulter/Répondre](#)